



## Action nationale de la Marche mondiale des femmes le 8 mars 2018, Gare centrale Bruxelles

« Non à la violence de l'austérité, femmes et jeunes en lutte!! »

### Déclaration à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes

Ce 8 mars 2018, Journée internationale des femmes, nous, femmes de la Marche mondiale des femmes Belgique, femmes diverses, de tous les peuples, toutes les races, tous les âges, nous nous rassemblons une fois de plus pour réaffirmer que nous poursuivrons notre Marche tant que toutes nous ne serons pas libres de toute oppression patriarcale, capitaliste et coloniale. Le féminisme est notre façon de vivre et les rues sont notre espace pour réclamer nos revendications.

**Nous dénonçons le contexte politique mondial, contre lequel nous résistons, marqué par l'aggravation de la crise socio-économique, politique, climatique et idéologique, nous dénonçons en définitive l'état de guerre totale qui nous affecte en premier chef, nous les femmes.**

Nous dénonçons les arguments économiques et nationalistes qui visent à nous priver de l'exercice des droits et libertés fondamentales et, en conséquence, à bafouer l'autonomie des femmes. Nous refusons toutes les politiques des gouvernements, toujours plus violentes, qui mettent en place des politiques d'austérité et **qui développent la haine, le racisme, la misogynie, l'intolérance et d'autres formes de discrimination**. Nous restons solidaires et fermes dans la lutte contre la criminalisation des mouvements sociaux.

Nous dénonçons et combattons l'avancée de la militarisation du monde, qui est une stratégie de contrôle de la vie des peuples. La militarisation renforce le néocolonialisme, le *néopillage* et l'appropriation par le capital des ressources naturelles ; elle est la base de l'enrichissement de l'industrie d'armement en ces temps de crise.

Nous **dénonçons les accords de libre-échange qui appauvrissent toujours plus les peuples du Sud**. L'industrie extractive et l'agro-industrie continuent de dégrader notre santé et nos conditions de vie, tandis que les élites politiques accumulent des richesses fondées sur la corruption et l'impunité et construisent des États au service des entreprises multinationales. Nous réaffirmons que nous continuerons à sortir dans la rue pour affronter cette situation, alors que les institutions du droit sont de plus en plus fragiles face au pouvoir du capital et ne fonctionnent pas comme elles le devraient. Les forces du marché minent l'État de droit et l'Etat social.

Nous dénonçons l'assassinat de la planète par l'institutionnalisation d'un universalisme occidental et la recherche effrénée du profit. Nous, les femmes de la Marche mondiale des femmes, sommes du côté de la vie. **Nous donnons nos vies pour défendre la nature dans laquelle nous vivons, dont nous faisons partie et qui nous permet d'être là où nous sommes** (l'eau, la terre et les forêts de nos territoires), parce que nous croyons en des modes de vie qui interagissent de façon durable avec les ressources naturelles.

Nous dénonçons un marché qui exploite et précarise les conditions de travail des femmes : longues journées de travail, bas salaires et exposition à toutes sortes de risques ; nous dénonçons la précarité du travail domestique et des soins. Un travail qui est la base même

de la vie humaine, qui nourrit, harmonise, enseigne, protège. Un travail invisible et sous-évalué ! Nous remettons en question la division sexuelle du travail qui surestime le travail socialement conçu pour les hommes en se fondant sur le déni de la valeur du travail attribué aux femmes. Comment le monde peut-il considérer comme inférieur l'accomplissement des tâches les plus fondamentales de l'existence humaine, telles que l'acte de cuisiner qui nous nourrit ou celui de nettoyer le lieu où nous vivons et dormons? Le travail des femmes est la base de la vie et constitue donc une importante contribution économique. Nous exigeons la reconnaissance de la valeur du travail domestique, car les contributions économiques vont bien au-delà de ce qui peut être monétisé.

Nous dénonçons et continuerons toujours à dénoncer toutes les formes de violence parce que nous n'oublions pas la violence machiste à laquelle nous sommes confrontées chaque jour dans les espaces publics et privés. Nous le crions haut et fort. Ça suffit! Assez d'abus et des attaques aux droits sexuels et reproductifs, de viols, de mariages forcés et de féminicides qui ne se produisent pas seulement dans les pays d'Asie et d'Afrique, mais sont le quotidien des femmes de toutes les classes et du monde entier. Nos corps et nos vies nous appartiennent et ce droit n'est pas négociable.

Nous célébrons, soutenons et participons aux initiatives qui visent à mettre fin au silence, comme les récents mouvements de dénonciation et d'occupation de l'espace public : Black Proteste (Pologne) , Marcha das Mulheres, Time's up, #metoo, Ni una a menos!, Vivas nos queremos! , Balance ton porc, My stealthy freedom

**L'action de la MMF-Belgique de 2018 dénonce les effets des politiques d'austérité , prises par ce gouvernement car :**

#### **Elles constituent un acte de violence économique faite aux femmes**

La politique d'austérité menée en Belgique, un choix libéral qui correspond aux intérêts des capitaux et pas de la population, fait peser un lourd fardeau sur les femmes, les forçant à accepter majoritairement des contrats à temps partiels, avec une protection sociale diminuée et un calcul de pension qui leur est de plus en plus défavorable, les renvoyant à plus de tâches non rémunérées pour combler le manque d'infrastructures accessibles d'aides aux personnes et aux familles. C'est l'effet boule de neige.

L'économie d'austérité s'appuie sur le travail des femmes, celui gratuit ou mal payé, celui pénible et stressant, effectué dans de mauvaises conditions. Celui qu'elles feront par dévouement, pour leur famille, pour aider leurs proches, tout en payant la facture pour leurs vieux jours, une pension complète et convenable se réduisant à un rêve inaccessible.

#### **Elles ont un effet négatif disproportionné sur le temps et le travail des femmes**

En ligne de mire, le travail flexible et à temps partiel, les emplois précaires et peu reconnus, majoritairement occupé par les femmes et favorisé par la politique d'austérité.

Si les femmes occupent 83% des postes offerts uniquement à temps partiels, ce que très rarement un choix volontaire (seulement 8% des cas), mais bien à cause d'un manque de services de garderie ou d'aides familiales. Par tradition, les femmes ont encore souvent la charge de la famille et les travaux domestiques sur leurs épaules. Leur disponibilité en temps en est réduite, déterminée par toutes ces obligations qui l'enferment dans des plages horaires et mobiles précises, au détriment d'un emploi à temps plein, de son autonomie économique et de son droit au temps libre.

Or, **l'allocation de garantie de revenu concernant** le temps partiel est déjà diminuée et sera réduite de moitié à partir de 2018. Les femmes vont y perdre beaucoup, alors que dans le même temps, l'annualisation du temps de travail va encourager la flexibilité horaire, les emplois précaires et la politique facilitant le temps partiel. A nouveau, ce sont les femmes qui ont bien souvent des emplois moins stables, moins glorifiés et plus informels que les hommes, qui occupent les postes dans les secteurs professionnels précaires et à petits salaires, où elles représentent 79% des emplois dans le monde, comme par exemple les titres-services (90%). Par ailleurs, la définition de la pénibilité des métiers ne prend pas assez en compte tous ces métiers majoritairement féminins, porteurs de stress et de l'obligation de flexibilité, les privant des avantages accordés en reconnaissance de la dureté d'un emploi.

**Toute leur carrière, les femmes sont confrontées à ces violences économiques** du seul fait qu'elles sont femmes, et la politique d'austérité renforce ce processus en diminuant la protection sociale des plus démunis, en favorisant la flexibilité et le temps partiel avec de moins en moins de compensations financières, en coupant dans les budgets des services publics, tous domaines où les femmes sont majoritaires. En même temps, les coupes budgétaires empêchent le développement des structures nécessaires pour libérer du temps aux femmes, comme l'accueil de la petite enfance ou les services aux personnes malades, handicapées, les aides familiales, etc., toutes tâches que les femmes assumeront dès lors gratuitement et sans reconnaissance, les plaçant dans l'incapacité d'une réelle autonomie économique et leur faisant porter le remboursement d'une dette qui cependant, n'est pas due à des dépenses trop lourdes, mais à un manque de rentrées financières de l'Etat.

### **Elles creusent l'écart entre les pensions des femmes et des hommes**

Le fossé économique creusé par la politique d'austérité entre les femmes et les hommes va au-delà de la durée de la carrière pour se prolonger jusque dans les pensions. En Belgique, l'écart des pensions entre les femmes et les hommes s'élève en moyenne à 23%. Les données relatives aux personnes montrent que 50% des femmes vivent avec une pension inférieure à 1000 euros, nettement plus basse que celle des hommes. Ce pourcentage de petites pensions chez les femmes risque bien d'augmenter encore, et l'inégalité de s'approfondir suite aux mesures qui entreront en vigueur pour 2025. Le gouvernement prévoit de ne plus tenir compte des périodes dites « assimilées » dans le calcul de la pension. Ces périodes, faites des temps de maladie, chômage, crédit-temps, prépension, constituent 53% de la carrière d'une ouvrière ! Sans compter que si le gouvernement détricote les pensions légales en supprimant la cotisation de solidarité sur les pensions les plus hautes, en même temps, il renforce les pensions complémentaires. Or ces pensions complémentaires sont particulièrement inégalitaires puisque l'écart entre hommes et femmes y est de 39% ! On se demande comment les femmes, nombreuses dans les emplois les plus précaires, vont pouvoir se constituer des droits....

Ne prenant plus en compte les périodes assimilées, le calcul de la pension se fera par contre sur une durée de carrière plus longue... En augmentant l'âge de la retraite de 62 à 66 ans, pour arriver à 67 ans en 2030, on allonge d'autant les durées de cotisation nécessaires pour toucher une pension complète. Avec le temps partiel, les contrats flexibles, la charge du travail domestique, la pénibilité non-reconnue, le manque d'infrastructures publiques adéquates, atteindre une carrière complète relève désormais de l'utopie pour les femmes, qui devront travailler jusque 67 ans faute de carrière suffisante pour prendre leur pension.

## **Elles sont source de double discrimination pour les femmes migrantes**

Por les femmes qui sont aussi migrantes, la situation est d'autant plus intenable qu'elles doivent faire face à une double discrimination : il faut d'abord pouvoir faire reconnaître leur diplôme et avoir accès à un logement, avant de pouvoir trouver un emploi dans des conditions que nous venons de décrire. Les femmes migrantes sont nombreuses à devoir prendre un temps partiel, soit pour s'occuper de leurs enfants, n'ayant bien souvent pas de famille ni de réseau d'amis pour les aider, soit parce qu'elles n'ont pas d'autres possibilités. **Elles sont donc plus susceptibles d'effectuer ce temps partiel au noir, ce qui empêche la reconnaissance de leur travail ainsi que l'accès aux droits et cotisations que cela engendre.**

Nous sommes contre le racisme, de ce gouvernement qui attente contre les droits des femmes et les droits humains, en particulier des migrant.e.s

## **Elles augmentent le sexisme et la précarité des jeunes**

Après 3 ans un jeune qui sort de l'école, qui ne trouve pas du travail il/elle perd le droit aux allocations de chômage. Ils/elles sont orientés et obligés à trouver des conditions de travail précaires, des « flexjobs » proposé pour le ministre Peeters.

Si elles/ils ont plus 21 et pas de diplôme, ou plus de 25 et sans travail elles/ils sont exclu.e.s du chômage. Le diplôme c'est une nouvelle condition pour avoir accès aux allocations de chômage.

Entre le coût des études, les transports, le logement... la précarisation s'approfondit parmi les étudiants. Tout compris, c'est près de 10.000 € par étudiant.e chaque année, et cela dans un contexte de pénuries généralisées (manque de logements sociaux, de place en crèche...) et de coupes budgétaires à tous les niveaux de pouvoir. En dix ans, le nombre d'étudiants au CPAS a doublé et le nombre de jobistes étudiant.e.s employés toute l'année a augmenté de 70 % en cinq ans, un secteur où les inégalités salariales entre homme et femme sont aussi une réalité : 262€ en moins par an en moyenne. Les nombreuses années de sous-financement de l'enseignement et à l'augmentation du coût de la vie due aux politiques néolibérales des partis traditionnels créent un boulevard pour des entreprises comme Rich Meets Beautiful pour pousser les étudiantes à se prostituer pour financer leurs études<sup>1</sup>.

Quant aux jeunes femmes, leurs premiers engagements risquent de s'avérer de plus en plus compliqués. Afin de « responsabiliser l'employeur », le gouvernement préconise de lui faire porter 10% de l'indemnité mutuelle en cas d'écartement des salariées enceintes. De quoi motiver les patrons à éviter d'engager des femmes en âge d'avoir des enfants, peu importe d'ailleurs qu'elles en souhaitent ou pas, le risque étant là. Sans compter que les secteurs où les femmes sont bien représentées, comme celui de l'enfance ou des soins de santé, seront pénalisés, alors que ceux où les hommes sont majoritaires ne sentiront forcément rien passer.

**Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !**

### **Contact :**

- Marcela de la Peña V. - marcela@mondefemmes.org - 0486/340733
- mmf-wvm@amazon.be - www.marchemondialesdesfemmes.be

---

<sup>1</sup> Appel pour une Marche contre le sexisme et la précarité, <https://fr.campagnerosa.be/actions/1251-bruxelles-marche-contre-sexisme-precarite>

